



**Cette action a été lancée le 29 juin 2021 sous le nom de baptême “Cameroon Stop Repression”.**

Plusieurs militants du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) sont toujours derrière les barreaux. Interpelés le 22 septembre 2020 suite à une marche pacifique, ils ont été traduits devant les tribunaux pour : tentative de révolution, rébellion, défaut de carte nationale d'identité, attroupement aggravé, tentative d'insurrection en coaction, conspiration et outrage au président de la République. Au regard de ces infractions, les 126 prisonniers risquent gros.

Dans un “avis aux médias”, la Coalition pour la libération des prisonniers politiques estime que le gouvernement du Cameroun s'est livré à une répression brutale des manifestations en utilisant la force de manière excessive. Pourtant, les revendications ne faisaient aucun mystère. Les marcheurs appelaient à la fin de la guerre civile dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la réforme consensuelle du système électoral et l'organisation d'un dialogue national inclusif. « Ils exprimaient aussi leur ras-le-bol de la corruption institutionnalisée du régime et de l'impunité des atteintes récurrentes à la fortune publique, notamment dans le cadre de l'organisation avortée au Cameroun, de l'édition 2019 de la Coupe d'Afrique des nations de football », peut-on lire.

Dans un “avis aux médias”, la Coalition pour la libération des prisonniers politiques estime

que le gouvernement du Cameroun s'est livré à une répression brutale des manifestations en utilisant la force de manière excessive. Pourtant, les revendications ne faisaient aucun mystère. Les marcheurs appelaient à la fin de la guerre civile dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la réforme consensuelle du système électoral et l'organisation d'un dialogue national inclusif. « Ils exprimaient aussi leur ras-le-bol de la corruption institutionnalisée du régime et de l'impunité des atteintes récurrentes à la fortune publique, notamment dans le cadre de l'organisation avortée au Cameroun, de l'édition 2019 de la Coupe d'Afrique des nations de football », peut-on lire.

Selon la Coalition pour la libération des prisonniers politiques, aucun individu ne devrait être privé de liberté pour s'être exprimé de manière pacifique en vue de faire valoir un droit ou demander des comptes à ses dirigeants. Ces 126 personnes détenues sont considérées comme des « prisonniers politiques et d'opinion ». Neuf mois après leur interpellation, la coalition constate qu'elles sont détenues dans des conditions inhumaines et dégradantes, « qui méconnaissent tous les standards internationaux et régionaux en matière de protection des droits humains. Malgré leur statut civil, d'autres sont poursuivies devant les tribunaux militaires en violation de la constitution et du droit international ».

Une campagne internationale a été lancée le 29 juin 2021 sous le nom de baptême « Cameroon Stop Repression ». C'est une initiative de citoyennes et de citoyens africains, européens et nord-américains. Selon l'« Avis aux media » dont Le Jour a eu copie, la campagne se déploiera à travers de nombreuses activités de sensibilisation, de promotion et d'action. Elle occupera divers espaces publics et médiatiques dont les réseaux sociaux et un site internet spécial conçu à cet effet.

**Le Jour**

---